

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21795 - 80ÈME ANNÉE

LA MOBILISATION CONTINUE LA RÉFORME DES SOINS MÉDICAUX ET DE RÉADAPTATION NE PASSE PAS À LA RÉUNION

Les établissements de soins médicaux et de réadaptation (SMR) de La Réunion ont décidé de se mobiliser, car ils font face à une réduction de 13% de leur financement, en raison d'une réforme tarifaire nationale.

Selon la Fédération de l'Hospitalisation Privée de l'Océan Indien (FHP OI), cette réforme, conçue pour les hôpitaux Hexagonaux, ne prend pas en compte les spécificités sanitaires et sociales de l'île.

En effet, La Réunion présente des indicateurs de santé préoccupants, avec un taux de diabète de 10% (contre 5 % en Hexagone), une obésité touchant 30% des adultes et une surmortalité par AVC et insuffisance rénale. De plus, La Réunion fait face à une forte précarité, avec 36% de la population vivant sous le seuil de pauvreté.

LE CHU DE LA RÉUNION EN DANGER

Cette réduction des financements pourrait aussi exercer une pression supplémentaire sur l'hôpital public, déjà confronté à des crises sanitaires, climatiques et des contraintes structurelles.

De son côté, le CHU de La Réunion doit répondre à des besoins croissants, sans moyens supplémentaires. Classé parmi les cinq CHU les plus actifs de France, avec une hausse d'activité de 6,28% en 2024, le CHU de la Réunion possède un taux d'emploi hospitalier parmi les plus bas de France, 13% contre 17% dans l'Hexagone.

L'hôpital fait également face à un manque flagrant de lits : -12% en médecine, chirurgie et obstétrique (MCO), -31% en psychiatrie et -30% en soins médicaux et de réadaptation (SMR).

Cette situation déjà compliquée s'ajoute à une demande de soins en augmentation, en raison d'une hausse démographique, une population vieillissante et confrontée à une précarité et des maladies chroniques en hausse.

De leurs côtés, les établissements privés de soins médicaux et de réadaptation accueillent chaque année environ 465 000 journées patients. Ils redoutent l'impact de cette réforme sur leur activité et une précarité des soins. La Fédération de l'Hospitalisation Privée de l'Océan Indien a estimé, selon le site Outremer360°, que cette situation pourrait fragiliser les 12 cliniques concernées, mettant en péril 1500 emplois dans le secteur.

Selon les professionnels, la durée moyenne d'hospitalisation en SMR à La Réunion est deux fois plus longue que l'hexagone, ce qui nécessiterait une approche adaptée aux réalités locales.

INQUIÉTUDE CROISSANTE

Face à cette situation, les acteurs de la santé et les élus locaux ont exprimé leur inquiétude lors d'une réunion organisée le 22 mars à l'initiative de la présidente de la

Région, Huguette Bello.

À cette occasion, la Déléguée Générale de la FHP OI, Sylvie Clain, a expliqué, selon Outremer360°, qu'« *une réforme tarifaire uniforme ne peut produire que des inégalités profondes sur un territoire ultramarin. Ce n'est pas une exception que nous réclamons, c'est une adaptation de bon sens. Il en va de l'égalité d'accès aux soins, un principe fondamental de la République* ».

La FHP OI demande une concertation urgente afin de définir un modèle de financement prenant en compte les besoins spécifiques de La Réunion.

CHIKUNGUNYA À LA RÉUNION : 40 000 DOSES DE VACCIN FOURNIES PAR VALNEVA À PARTIR DE DÉBUT AVRIL

Face à l'épidémie de chikungunya, le groupe pharmaceutique franco-autrichien Valneva va fournir à partir d'avril 40 000 doses de vaccin, « prises en charge par les autorités » sanitaires.

« *En accord et avec l'appui de l'Agence Régionale de Santé La Réunion, Valneva fournira 40 000 doses à compter de début avril, avec la possibilité d'en fournir davantage, au travers de contrats de distribution avec les grossistes répartiteurs de l'île* », selon son communiqué.

« *Cette fourniture de doses prises en charge par les autorités s'établit dans le cadre de la recommandation de l'autorité publique indépendante de santé en France, la Haute Autorité de Santé (HAS), de vacciner en priorité les adultes âgés de 65 ans et plus, ayant des comorbidités. Le vaccin IXCHIQ® reste disponible à l'achat en France (Hexagone et Outre-Mer)* ».

Les doses du vaccin IxchIQ sont « *prises en charge par les autorités* » suite à la recommandation de la Haute autorité de

santé, début mars, de vacciner en priorité à La Réunion les seniors de plus de 65 ans, les adultes avec des comorbidités (hypertension artérielle, diabète, maladies cardiovasculaires, etc.) et les agents de lutte anti-moustique.

Pour Juan Carlos Jaramillo, M.D. et directeur médical de Valneva, « *les épidémies de chikungunya se propagent rapidement, il est donc crucial de vacciner le plus grand nombre possible de personnes pour aider à contenir le virus. Nous avons la capacité de fournir davantage de doses et nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec l'Agence Régionale de Santé La Réunion pour gérer cette épidémie localement et empêcher sa propagation à d'autres régions par le biais des voyageurs internationaux* ».

L'impact de la maladie, transmise par le moustique tigre, reste pour l'instant loin de celui de l'épidémie de 2005-2006, qui avait touché 260 000 personnes -un tiers de la population- et tué 225 personnes. Mais il existe un risque de transmission à la France métropolitaine et aux autres territoires français d'outre-mer.

En effet, le nombre de cas de chikungunya a considérablement augmenté à La Réunion depuis début 2025, avec 8 600 cas recensés et l'apparition de près de 3 000 nouveaux cas durant la semaine du 03 au 09 mars 2025.

La préfecture de La Réunion a déclenché le niveau 4 du plan ORSEC afin de contenir l'épidémie, « *alors que les centres nationaux de référence en matière de santé publique aux États-Unis (Centers for Disease Control and Prevention) ont quant à eux émis une alerte à destination des voyageurs alors que des millions de voyageurs internationaux se rendent chaque année dans les stations balnéaires du sud de la France et sur l'île de La Réunion* », a précisé le laboratoire.

Selon Patrick Mavingui, infectiologue et chercheur au CRNS basé à La Réunion, les projections prévoient un pic fin avril. « *Il va*

y avoir encore une dynamique forte de transmission d'ici là », a-t-il indiqué à l'Agence France Presse.

« Dommage que le vaccin arrive un peu tard, car la vaccination actuelle ne va pas arrêter ni diminuer la transmission - vu le délai de 7 à 15 jours pour que le vaccin apporte des anticorps neutralisants - mais au moins elle peut diminuer les hospitalisations et formes graves », a-t-il estimé.

DES SYNDICATS DE LA FONCTION PUBLIQUE APPELLENT À UNE JOURNÉE DE MOBILISATION LE 3 AVRIL

Les syndicats de la Fonction publique refusent que les agents publics «soient sacrifiés sous le joug de contraintes budgétaires qui seraient appelées par la mise en œuvre d'une possible 'économie de guerre' sur le dos des personnels et des usagers».

Plusieurs syndicats représentatifs de la fonction publique, dont l'un des principaux, la CGT, appellent à une journée de mobilisation et d'action le 3 avril.

La CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires «refusent que les services publics, la Fonction publique, les agents publics soient sacrifiés sous le joug de contraintes budgétaires qui seraient appelées par la mise en œuvre d'une possible 'économie de guerre' sur le dos des personnels et des usagers», a souligné le communiqué commun publié le 24 mars.

L'UFSE-CGT (l'Union fédérale des syndicats de l'État) «appelle les personnels à s'inscrire, massivement et dans l'unité la plus large, dans cette première journée d'actions et de mobilisations par tout moyen y compris la grève», a précisé leur communiqué.

L'UFSE-CGT a déposé un préavis de grève du 13 mars au 31 mai, et Solidaires



fonction publique avait aussi confirmé à l'Agence France Presse avoir déposé un préavis de grève couvrant la mobilisation du 3 avril.

«La grève n'est pas le premier moyen que je retiens, mais si des agents décident de cesser le travail pour participer à cette journée d'action, ils sont évidemment libres de le faire», a déclaré Luc Farré, secrétaire général de l'Unsa fonction publique.

Pour ce dernier, ce rendez-vous une «alerte» lancée au gouvernement. «D'autres choix sont possibles, nécessaires et finançables», ont souligné les quatre organisations syndicales sur les huit représentatives au sein dans la fonction publique.

Les syndicats engagés demandent l'abandon de plusieurs mesures d'économies sur la fonction publique. Parmi lesquelles, la réduction de 100% à 90% de la rémunération des agents en arrêt maladie ordinaire, le rétablissement d'une prime en soutien du pouvoir d'achat, la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa), et des mesures de revalorisation des salaires.

Le 19 mars, les deux principales organisations dans la fonction publique, FO et la CGT, avaient boycotté une réunion sur les retraites de la fonction publique, distincte des discussions de la délégation permanente. La CGT avait annoncé peu après quitter le «conclave» lancé par le premier ministre François Bayrou.



IN LÈTE POU IN DALON K'I ANSÈRV KRÉOL É KI ANSÈRV FRANSSÉ

Dalon wi ékri pars wi yèm ékri. Wi ékri an kréol é wi ékri an franssé. Mi bate la min pou ou kan wi ékri dann franssé pars sa in lang in pèp lé loin laba é li la anprète anou sa pou nou lir épi pou ékri sak ni vé dir é sak ni vé ékri. Wi koné sé in pèrmission la pa bézoin demandé pars momandoné ou la shoizi ékri dann la lang bann franssé pars dann lang-la ou l'apran lir, ou l'apran ékri é ou l'apran rakonte in pé toute oute bann zavantir mézavantir.

Mi bate la min pou ou dalon, mi bate la min pou lo shoi ou la fé.

Astèr mi yèm bien kan wi lir épi wi ékri dann la lang kréol rényoné pars ou la shoizi lir épi ékri dann noute lang. Mi di mwin lé kontan avèk ou pars lang-la sé lo pèp rényoné la fé é si ou lé fyèr mi yèm kalkil sé pars sé la lang noute bann zansète la invanté. Nou la fé ! Wala in kalité fraz mi apréssyé pars sa la pa in lang nou la anprété mé in lang nou la fabriké é si ni fé in pé léfor, sirésèrtin ni pé travaye avèk li bien konm ki fo...mi rapèl in zour Axel Gauvin in moune la fé pou noute lang la di dann in liv sak i pé dir, ékri, konstruir konm kozman kan wi désside lanss aou dann la lang kréol rényoné ébin, fransh vérité, noute lang na pojn pou fé pityé. Li pé z'ète fyèr pars étan si jenn li la fine déza fé in bon kantité zafèr. Mi panss mèm l'unesco i pé ète kontan avèk nou.

Mi yèm bien dalon kan wi ékri an kréol rényoné épi ou lé san konplèks kan wi fé sa. Mi yèmré pa si ou l'aprè fé konmsi ou l'aprè éskiz aou kan wi rakonte zistoir dann la lang kréol rényoné.. Néna lontan noute kozé liki lé mor é noute lang la fine amontr dopi lontan oussa kossa i lé son zéni. Romarke anou bien, dann inn konm dan l'ote ou la pwin pou éskiz aou pars final de konte ou néna lo droi ékri dann la lang franssé épi dann la lang kréol épi dann d'ote lang, akoz pa ?

Mé mi yèmré pa ké wi di amwin wi ékri dann, lo de lang pars wi koné in pé i lir arienk dann franssé é sé pou zot ké wi ékri. Mi pe dir aou ankor in pti zistoir : in papa l'avé dè zanfan, inn téi réissi dann toute sak li té i fé, é l'ote la plipar d'tan lété dann léshèk é li téi di, dann fon son kèr si li yèm son dè zanfan li néna kékshoz an pliss pou sak lé an sityassionn féblèss. Final dekonte ni pé zète in pé konmsa dann noute kréol rényoné par rapor lote lang lé si tèlman privilézyé.

Dalon, dalone, mi arète la pou zordi mèm si mi panss mon kozman normalman lé san fin é néna é nora touzour dé shoz pou dir la dsi é k'sarpa initil sanm pou mwin. A bon antandèr salu

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année
Directeur de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re
Site Web: www.temoignages.re
Tél : 02 62 55 21 21
Publicité: publicite@temoignages.re
CPPAP: 0916Y92433